

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 606 du 19.03.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion de Palestine

1-1 CPI : L'agression de l'occupant Israélien sur Gaza est la plus grave depuis la guerre en 2008.

1-2 En Palestine, même l'eau est une arme.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 CPI : Dans les prisons israéliennes, les femmes palestiniennes souffrent le martyre.

2-2 « Encager les Palestiniens dans les territoires occupés n'est pas une politique israélienne du moment : c'est la politique israélienne constante, de toujours », écrit Khaled Amayreh, depuis la Cisjordanie.

2-3 Graham Peebles : Maisons détruites, vies ruinées - les démolitions criminelles dans les territoires palestiniens occupés.

3 Annexe

3-1 Qu'est-ce que le sionisme en bref ?

3-2 [Samidoun](#) Le monde doit entendre l'appel de Khader Adnan : faisons du 17 avril 2012 , la " Journée des prisonniers politiques palestiniens", une journée d'action internationale.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion de Palestine

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 CPI : L'agression de l'occupant Israélien sur Gaza est la plus grave depuis la guerre en 2008.

Appelant le Caire à une intervention urgente, l'écrivain et l'analyste-politique, Ibrahim el-Madhoun, a averti que l'agression de l'occupation israélienne peut continuer à s'intensifier tant qu'il y a le silence arabe et international qui a continué à encourager les crimes de l'occupation.

Gaza - CPI

Samedi 10 Mars 2012

En outre et dans une déclaration exclusive au CPI, el-Madhoun, a affirmé que "nous devons, tout d'abord, souligner que l'agression de l'ennemi occupant ne s'est pas arrêtée un instant sur la Palestine que ce soit à la bande de Gaza ou en Cisjordanie et à Jérusalem et ce qui se passe actuellement à Gaza n'est qu'un épisode d'une série continue contre le peuple Palestinien et ce va poursuivre tant qu'il y a le silence arabe et international."

Par ailleurs, il voyait que l'escalade de l'armée occupante israélienne poursuivie sur la bande de Gaza et ciblant le Secrétaire Général des brigades, Zuhair el-Qaissi, est la plus dangereuse depuis la guerre contre Gaza en 2009, et il porte des intentions agressives contre le secteur assiégé, afin de l'épuiser et de le maintenir dans un cercle d'attrition continue.

D'autre côté, el-Madhoun a rajouté que "ce qui est remarquable c'est que le commencement de l'agression est survenue suite à la réunion entre le premier ministre de l'occupation israélienne "Benjamin Netanyahu" et le président américain "Barack Obama" où ils ont convenu de reporter ou d'exclure l'attaque sur l'Iran et apparemment il y a une intention délibérée de l'occupation pour un coup pénible sur la bande de Gaza, afin de regagner la dissuasion perdue suite à l'accord de "Wafaa Al-Ahrar" (Fidélité des Libres), en essayant de faire échouer la résistance, connaître sa capacité réelle sur terrain et suivre tous ses mouvements.

Ensuite, il a souligné que l'ennemi occupant essaye de cibler les cadres de terrain et de se débarrasser d'eux très tôt, il souhaite également envoyer un message à la direction politique de Gaza, en disant que l'occupation israélienne n'a pas oublié la région et ne permet pas à la résistance croissante de continuer ses activités.

D'une part, il a révélé qu'il y a une peur d'un processus israélien prévu et bien préparé pour renouveler l'agression du "Plomb durci" en tant qu'une approche proactive afin de perturber les changements faits grâce aux révolutions arabes et surtout à celle en Egypte et évaluer la réaction réelle de l'opinion publique arabe suite aux révolutions et aux changements menés dans la région, ainsi que pour créer une nouvelle réalité face à des évolutions politiques apparues grâce à ces révolutions qui ont compliqué la crise devant toute tentative arabe sérieuse pour aider la direction palestinienne.

D'autre part, l'analyste a expliqué que l'agression de l'occupation israélienne a pour objectif de briser Gaza et d'exercer des représailles sur elle surtout que cette région est considérée comme le lieu qui inspire les peuples arabes ce qui est incarné dans les convois humanitaires soutenant le secteur assiégé, et levant le slogan de la rupture du siège, ainsi que dans la visite du Premier Ministre "Ismaël Haniyah" et l'accueil chaleureux du public dans les pays arabes et islamique où ce dernier a appelé à maintenir la résistance dans la bande de Gaza.

En plus, il a averti que les terrains égyptiens et surtout le nord du "Sinai" ne seront pas loin du danger de l'ennemi en cas de progression de cette agression, tout en sachant qu'il y a une amplification médiatique de la réalité du nord de Sinai et beaucoup de rapports de l'ennemi occupant israélien appellent à une approche militaire dans la région après la révolution qui a fini le régime de "Moubarak".

Enfin, il a conclu en disant que: "cette situation exige une intervention et une réaction urgentes pour freiner l'agression de l'ennemi et également une attitude sérieuse et déterminée envers l'ennemi occupant israélien car les objectifs de ses forces armées occupantes sont très graves pour la région.

Gaza - CPI

10 Mars 2012

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s71wb7bhar29FDRziEwehUQ7f8bGnJQhITDivcrLPPbl%2bmepT93W350yN8Q3kHCfars%2fs4jDD9OLKuTInx0olxDES3T9AJEHSQbVtVmEI988g%3d>

1-2 En Palestine, même l'eau est une arme.

Peut-on qualifier la politique israélienne de gestion de la ressource hydrique en Cisjordanie d'"apartheid de l'eau" ? Pour Youssef Dabassé, adjoint au maire de Tarqumiya, un gros village de 20 000 habitants

situé à l'est d'Hébron, la question est théorique. La situation au quotidien de ses administrés est suffisamment éloquente : tous les dix jours, son village obtient de l'eau courante pendant soixante-dix heures. Puis c'est le tour d'un autre village proche, pendant le même laps de temps.

Lorsque les robinets coulent, il faut faire des provisions pour l'eau potable, pour le bétail et, s'il en reste, pour les cultures. "Quand nous sommes connectés, explique Youssef Dabassé, les parties basses de Tarqumiya en profitent et, la fois suivante, c'est le village d'en haut qui est alimenté." Le reste du temps, il faut acheter l'eau aux camions-citernes de passage et puiser dans les réservoirs, dont sont équipées environ 40 % des maisons.

Evidemment, le prix n'est pas le même : l'eau du robinet est facturée 2,6 shekels/m³ (0,5 euro), et celle des camions atteint 25 shekels/m³ (5 euros). En été, la situation devient intenable, souligne le maire adjoint : "Mekorot (la compagnie de l'eau israélienne) coupe l'alimentation, parce qu'ils privilégient les colonies juives alentour. Lorsque nous nous plaignons, ils disent : "Nous avons vérifié, tout est normal." Et l'eau reste coupée pendant des jours."

Pour comprendre, il faut rouler dans les collines avec Khayni Damidi, un ingénieur de l'Autorité palestinienne de l'eau (PWA). (,,,) On débouche sur l'installation, qui dessert une vingtaine de villages, appartient à la compagnie Mekorot. En principe, elle est gérée en coordination avec l'Autorité palestinienne, mais sur la grosse canalisation qui s'enfonce sous terre, l'ingénieur Damidi désigne une valve protubérante. "Elle sert de goulot d'étranglement, explique-t-il, le débit est régulé selon le bon vouloir des Israéliens."

"Israël" exerce un contrôle civil et sécuritaire quasi absolu. "Il est illusoire de vouloir creuser un puits en zone C, confirme Khayni Damidi, l'armée est omniprésente."

(...)

"APARTHEID DE L'EAU"

Les autorités israéliennes se sont déclarées "indignées", courant février, par la publication d'un rapport de l'Assemblée nationale française qui dénonçait "un nouvel apartheid de l'eau" dans les territoires palestiniens occupés. L'auteur, le député socialiste Jean Glavany, soulignait que "les 450 000 colons israéliens en Cisjordanie utilisent plus d'eau que 2,3 millions de Palestiniens". Il assurait que, en cas de sécheresse, la priorité de l'eau est accordée aux colons, que la barrière de sécurité en Cisjordanie permet le contrôle de l'accès aux eaux souterraines, et que les puits forés par les Palestiniens sont systématiquement détruits par l'armée israélienne.

"Au Proche-Orient, concluait-il, l'eau est plus qu'une ressource, c'est une arme." Les exemples de discriminations sur l'eau dont sont victimes les villageois palestiniens abondent. Et il ne fait pas de doute que la politique de colonisation menée par Israël a notamment pour objectif stratégique une appropriation des ressources hydriques. L'eau, pour les Israéliens, est avant tout une question militaire. Quant à ce terme d'"apartheid", le maire d'Hébron, Khaled Osaily, a son idée : "Bien sûr qu'il s'agit d'apartheid ! Globalement, nous n'obtenons que 50 litres d'eau par jour et par personne, alors que les Israéliens disposent en moyenne de 400 litres !"

(...)

La Bande de Gaza fait également face à cet outil de pression sioniste où leur seule source d'eau se trouve dans la nappe phréatique, trop salée, et donc impropre à la consommation.

Pour y faire face, un projet a été présenté à Marseille pour régler la situation et propose de construire une usine de dessalement.

Un appel aux dons a été lancé par les autorités palestiniennes présentes au Forum mondial de l'Eau (FME) après l'annonce faite par le Premier ministre François Fillon d'un soutien par l'Etat français de 10 millions d'euros à ce projet, "une fois que les études auront confirmé sa faisabilité".

Le budget total de ce projet est estimé à 350 millions d'euros et l'usine pourrait être construite dans les cinq ans si les fonds sont réunis.

Selon Matignon, "les Etats du Golfe se sont déjà engagés à financer cette usine à hauteur de 50%. Le soutien de la France permettra désormais de faciliter la levée de fonds au niveau européen".

Un terrain de 31.000 m² situé au sud de Gaza a déjà été alloué par l'Autorité palestinienne, a déclaré le ministre, qui espère que les études de faisabilité seront terminées "d'ici deux ans".

Mme Jean Cough, représentant l'Unicef à Gaza, a expliqué que les enfants, "déjà gravement touchés par la pauvreté et le stress causé par les bombardements et le climat de violence permanente", étaient les

premières victimes de ce manque d'eau potable.

Cette usine constituerait par ailleurs une "opportunité de développement économique durable et de création d'emplois pour cette région qui connaît une très forte pression démographique (la densité s'élevant à 4.095 habitants/km², NDLR), ainsi qu'un enjeu de stabilité politique", selon Matignon.
Le Monde + AFP

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 CPI : Dans les prisons israéliennes, les femmes palestiniennes souffrent le martyre.

Le 8 mars 2012, le monde a célébré la journée mondiale de la femme. Les femmes palestiniennes souffrent cependant dans leur patrie, sous le joug de l'occupation sioniste et surtout dans ses prisons. Huit femmes sont encore enfermées dans ces prisons.

Des statistiques indiquent que l'occupation a arrêté, depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967, plus de dix mille femmes palestiniennes ; neuf cents pendant l'Intifada d'Al-Aqsa.

La captive Luna Ahmed Saleh Jaryouni est originaire des territoires palestiniens occupés en 1948. Elle est enfermée dans les cellules sionistes depuis le 18 avril 2002 ; elle est ainsi la doyenne des détenues palestiniennes ; elle purge une peine de dix-sept ans. Deux autres des captives sont détenues sous ce régime illégitime de « détention administrative ». Plusieurs captives sont détenues sans jugement.

La grève de la faim, une arme pour les captives

Malgré leurs conditions difficiles, les captives ne baissent pas les bras, dit Riyadh Al-Achqer, spécialiste des affaires des captives. A plusieurs reprises, elles sont entamé une grève de la faim plus ou moins longue pour reprendre leurs droits et pour que l'occupation arrête ses pratiques discriminatoires. La captive Hanaa Al-Chalabi est actuellement en grève depuis plus de vingt jours, la plus longue période de grève contre le régime de détention administrative. L'administration pénitentiaire israélienne l'a isolée et l'a même mise avec des criminelles.

Les captives palestiniennes sont les sujets de toutes sortes de pressions. On menace de les transférer vers les divisions des criminelles. Puis les occupants installent des caméras dans leurs cellules, violant ainsi l'intimité des détenues palestiniennes.

La négligence médicale

L'administration des prisons de l'occupation israéliennes consolide de plus en plus sa politique de négligence médicale contre les captives palestiniennes. A titre d'exemple, Salwa Hassan, 54 ans, est très malade. Elle souffre de plusieurs maladies ; rhumatisme, douleur aux yeux et aux jambes... Il en est de même pour la captive Woroud Qassem.

La torture

Le comité de lutte contre la torture, un comité israélien, a levé le voile sur des pratiques et des tortures très humiliantes menées par le service de renseignements sioniste Shabak contre les captives palestiniennes. Par exemple, l'inspection à nu est pratiquée contre elles et elles sont menacées de viol, sans parler des insultes qui sont devenues monnaie courante. Tout est bon pour faire des pressions sur elles.

Derrière les barreaux

Actuellement, dans les prisons de l'occupation, il y a encore plusieurs Palestiniennes. Lina Al-Jarbouni, originaire des territoires palestiniens occupés en 1948, purge 17 ans de peine. Woroud Qassem est aussi originaire des territoires de 1948, elle est derrière les barreaux israéliens depuis six ans. Salwa Hassan, de la ville d'Al-Khalil, est détenue depuis le 19 octobre 2011. Alaa Al-Jiba est de la ville d'Al-Khalil, elle a été arrêtée le 7 décembre 2011. La captive Saja Al-Alami, de la ville de Ramallah, est détenue depuis le 9 janvier de cette année 2012. Hanaa Al-Chalabi, de la ville de Jénine, est emprisonnée sous le régime de la « détention administrative » pour une période de six mois. Wafaa Al-Qasmi, de la ville d'Al-Khalil, est la femme d'un captif encore interné dans les prisons de l'occupation. Mana Abou

Sanina, de la ville d'Al-Khalil, est aussi la femme d'un captif, et elle est accusée d'avoir voulu poignarder un soldat de l'occupation sioniste.

Source : CPI

Mardi 13 mars 2012

<http://www.palestine-info.cc/...>

2-2 « Encager les Palestiniens dans les territoires occupés n'est pas une politique israélienne du moment : c'est la politique israélienne constante, de toujours », écrit Khaled Amayreh, depuis la Cisjordanie. L'armée israélienne d'occupation a réimposer des restrictions draconiennes sur les civils palestiniens dans l'ensemble de la Cisjordanie. Ces nouvelles mesures répressives, interdites par la Quatrième convention de Genève, revient ni plus ni moins à encager des centaines de milliers de Palestiniens dans leurs villes, leurs villages et leurs camps de réfugiés. Elles font suite à l'interdiction de circuler imposée aux Palestiniens sur les villes reliant entre elles les villes de la Cisjordanie. Si rien n'est fait pour le contrer, l'étranglement de la population palestinienne, coïncidant avec les festivités musulmanes de l'Eïd el-Fitr, qui marquent la fin du mois de Ramadan, conduira vraisemblablement à une reprise des violences, à très grande échelle.

La semaine passée, des factions de la Résistance palestinienne, essentiellement en raison de pressions exercées par elles par l'Egypte, se sont réengagées à maintenir le calme, à condition qu'Israël fasse de même. Israël a répondu en redoublant ses assassinats ciblés et ses frappes aériennes contre des activistes potentiels de la Résistance, ainsi que contre des infrastructures civiles telles des routes, et des bâtiments, dont l'armée israélienne a prétendu qu'elles étaient utilisées par des « terroristes ». La fragilité et la mauvaise foi des « justifications » israéliennes suggèrent que le véritable objectif est tout simplement d'infliger un maximum de destructions et de punitions collectives aux Palestiniens « pour le simple plaisir » [« for the sake of it »], pour reprendre l'expression d'un responsable de l'Autorité palestinienne.

La dernière volée de frappes aériennes en date - celles-ci sont de plus en plus fréquemment effectuées par des drones (aéronefs télécommandés sans pilote, ndt) - a eu lieu le 27 octobre : des missiles ont été tirés sur un marché bondé, au centre d'un camp de réfugiés, tuant huit personnes. Quatre des victimes étaient des mineurs, voire de jeunes enfants, qui se promenaient non loin de chez eux, après le repas festif de rupture du jeûne. Une seule, parmi ces victimes, était un activiste de la Résistance, affilié au Jihad islamique. Dix autres civils, au moins, ont été blessés par ce bombardement, dont certains sont dans un état désespéré, en raison de la gravité de leurs blessures et de leurs brûlures. Egal à lui-même, Israël n'a exprimé aucun regret à propos de la mort de ces sept civils. Au contraire, un porte-parole de l'armée israélienne a diffusé de la désinformation au sujet de cette tuerie, faisant retomber la responsabilité du carnage sur de prétendus « terroristes ».

Au cours de la semaine écoulée, l'armée israélienne a assassiné au minimum quinze Palestiniens, prétendument en représailles d'un attentat suicide réalisé à Khadera, au nord de Tel-Aviv, le 26 octobre dernier, qui a entraîné l'élimination de cinq Israéliens. C'est le groupe Jihad islamique qui avait réalisé cette opération, afin de venger l'assassinat, par un escadron de la mort de l'armée israélienne, quelques jours auparavant, de Luai Saadi, un responsable de la Résistance de rang intermédiaire, appartenant à l'aile armée de ce mouvement ; les Légions d'Al-Quds. Les « représailles » israéliennes outrageusement disproportionnées semblent indiquer qu'Israël ne se perçoit pas comme lié par le rétablissement du calme, par la 'tahdi'ah', et qu'il continue à voir dans tout combattant de la Résistance palestinienne un gibier autorisé pour ses escadrons de la mort, sans égard pour la question de savoir s'il est armé, ou engagé d'une quelconque manière contre les forces armées israéliennes, au moment où ces escadrons de la mort frappent.

Le mépris souverain affiché par Israël à l'égard du rétablissement du calme trouve son expression non seulement dans l'assassinat quotidien de Palestiniens, mais aussi dans le blocage hermétique de la bande de Gaza, un blocus fatal pour l'économie gaziote, et qui transforme la bande de Gaza en un énorme camp de détention à ciel ouvert. La semaine dernière, une organisation de défense des droits de l'homme a déploré le fait que le blocus imposé par Israël entraînait la mort d'enfants en détresse médicale, et dont l'état de santé aurait exigé qu'on les amène à Jérusalem, voire à l'étranger, les soins nécessaires n'étant pas disponibles sur place. Tandis que la communauté internationale se bouche les oreilles et se met un bandeau sur la bouche, en se focalisant d'une manière tout à fait disproportionnée sur les remarques à

l'emporte-pièce du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le sort de beaucoup de Palestiniens, dont des enfants innocents et malades, est dans la balance.

Quant à la Cisjordanie, Israël y fait exactement la même chose, emprisonnant les Palestiniens chez eux. Toutefois, si Gaza a été réduit à l'état d'une énorme prison, mais unifiée, la Cisjordanie est en train d'être parcellisée en plusieurs dizaines de cellules carcérales, des dizaines de milliers de personnes ne pouvant plus en sortir et ne sachant pas ce que leur réserve non seulement le lendemain, mais même l'heure à venir. La semaine passée, Israël a renforcé le checkpoint de Huwara, au sud de Naplouse, en y ajoutant des structures dignes d'un poste frontière. L'armée israélienne a par ailleurs bloqué des routes reliant la ville de Naplouse à plusieurs villes proches, de la Cisjordanie, telles Jénine, Qalqiliya et Tulkarem. De même, il est désormais pratiquement impossible, pour les Palestiniens, de se rendre depuis la Cisjordanie (Bethléem et Hébron) vers des villes centrales telles Ramallah et les faubourgs de Jérusalem (Abu Dis, Eizariya, Ram), sans parler de Jérusalem Est, qui est désormais cernée par une gigantesque muraille totalement infranchissable, afin d'empêcher les Palestiniens habitant de reste de la Cisjordanie de s'y rendre.

Israël prétend que ses mesures draconiennes ne sont que de simples « actions défensives » visant à prévenir la « terror » palestinienne. « Quand nous relâchons les restrictions imposées aux Palestiniens, les terroristes frappent en s'en prenant aux Israéliens », a dit Mark Regev, un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères. Regev a qualifié la mutilation de la Cisjordanie de « mesure temporaire de sécurité », ajoutant qu'Israël reste engagé à la création d'un Etat palestinien, quelque part, en Cisjordanie.

Après qu'on lui eut remis en mémoire que les nouveaux barrages routiers et les nouveaux remparts étaient situés sur des routes reliant entre eux les concentrations de la population palestinienne, et que leur pertinence « sécuritaire » était plus que douteuse, Regev a été incapable de donner une réponse claire susceptible de les justifier. Les journalistes insistant, il a été incapable de dire pourquoi un étudiant palestinien habitant Hébron ou Bethléem ne pouvait accéder à son établissement à Abu Dis, à quelques kilomètres plus au nord, seulement, ni pourquoi un médecin palestinien ou une infirmière palestinienne de Qalqiliya se voyaient interdire d'accéder à leur hôpital à Naplouse, à quelques dizaines de kilomètres plus au nord. Le silence auquel est réduit l'Etat israélien sur cette question ne laisse aucune place à d'autres interprétations que celle-ci : les nouvelles mesures répressives israéliennes n'ont d'autre objectif que de tourmenter les civils palestiniens, en rendant leur vie quotidienne aussi dure et insupportable que possible.

D'après Uri Avnery, une vedette du mouvement « pacifiste » israélien, le but ultime visé par la politique consistant à prendre à la gorge les civils palestiniens, c'est l'élimination politique du dirigeant palestinien Mahmoud Abbas. Dans un article intitulé : « Abbas et le canard boiteux », publié le 29 octobre dernier, Avnery avançait que le Premier ministre israélien Ariel Sharon s'efforçait de dé-légitimer Abbas, de la même manière que le dirigeant palestinien disparu Yasser Arafat avait été miné. Avnery soutient que l'objectif réel de Sharon est de semer le désespoir chez les Palestiniens, de les faire mettre à genoux, de les contraindre à accepter son diktat - à savoir ; à se contenter des 42 % de la Cisjordanie (c'est-à-dire de 11 % de leur pays, la Palestine historique), saucissonnés en plusieurs enclaves disjointes - et, en fin de compte, à les forcer à émigrer ailleurs.

« Sharon se comporte comme un toréador : il pique ses banderilles entre les omoplates du taureau, pour le faire enrager et le ferrer, attendant qu'il donne des coups de cornes anarchiques, dans toutes les directions », écrivait notamment Avnery.

L'Autorité palestinienne confirme : « Les agissements actuels de Sharon, en Cisjordanie, dont la mutilation de villes et de villages palestiniens par ses sinistres barrages routiers, font partie d'une politique délibérée et stratégique, visant à empêcher notre peuple ne serait-ce que de rêver à un Etat viable, au moins pour le demi-siècle qui est devant nous », a dit Abdullah Abdullah, directeur général du ministère palestinien des Affaires étrangères.

M. Abdullah a accusé Sharon d'adopter une politique fondée sur les attermolements, les faux prétextes et les justifications grossières, qui sont autant de preuves accablantes (litt. : de « harengs rouges » : « red herrings », ndt), visant à diluer, et en définitive à enterrer, la « feuille de route ». « Cet homme n'est absolument pas préoccupé par la paix ; il ne croit pas à la feuille de route. Une seule chose l'intéresse : voler toujours un peu plus de notre territoire. Le monde devrait cesser immédiatement de pratiquer sa politique d'apaisement vis-à-vis de Sharon », a-t-il conclu.

Merci à Khalid Amayreh

Source: <http://weekly.ahram.org.eg/2005/767/re2.htm>

Date de parution de l'article original: 02/11/2005

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=1290>

2-3 Graham Peebles : Maisons détruites, vies ruinées - les démolitions criminelles dans les territoires palestiniens occupés

Dans le catalogue de crimes qu'est l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, la destruction des maisons palestiniennes se classe comme l'un des plus cyniques et odieux. Quelques 90.000 personnes sont actuellement menacées de déplacement, en Cisjordanie, en raison des politiques israéliennes comme les restrictions et les discriminations sur les logements, l'abrogation des droits de résidence, l'expansion des colonies et la construction du mur de séparation. (1) Tout ceci avec l'approbation tacite des US(a), qui financent toute l'opération.

La maison, c'est un refuge par rapport au monde, un lieu sûr et sécurisant, un endroit où on se détend en famille et avec les amis, où on respire sans crainte. Cette image simple de la normalité est inconnue de beaucoup des Palestiniens qui vivent sous la brutale et illégale occupation d'Israël. La pratique israélienne de démolition des maisons, des infrastructures de base et des moyens d'existence continue de dévaster les familles et les communautés palestiniennes à Jérusalem Est et dans les 60 pour cent de Cisjordanie contrôlés par Israël, appelés Zone C. La plupart des gens touchés vivent déjà dans la pauvreté, et les démolitions sont une cause majeure de leur déplacement de leur dépossession en cours en Cisjordanie . (2)

Graham Peebles

Samedi 10 Mars

>

Graham Peebles est directeur de [The Create Trust](#), une organisation caritative britannique. Il a travaillé en Cisjordanie en 2009, s'occupant d'une série d'ateliers éducatifs pour des enfants palestiniens. L'année dernière (2011) a vu plus de maisons démolies que pendant les 6 années précédentes, et un nombre record de sans-logis et de déplacés. A novembre 2011, les autorités israéliennes avaient démolit 467 maisons palestiniennes et autres bâtiments en **Cisjordanie** (y compris à **Jérusalem Est**), déplaçant 869 personnes (3). Les Nations-Unies indiquent même le chiffre plus élevé de 1000. Parallèlement à la destruction illégale des maisons palestiniennes, l'expansion coloniale a accéléré et avec elle, selon [Human Rights Watch](#), "*une escalade de la violence perpétrée par les colons.*"

Le nombre total de démolitions de maisons répertoriées depuis le début de l'occupation de 1967 est estimé à [24.813](#). Avec des Palestiniens obligés, de façon perverse, soit à démolir leur propre maison, soit se voir facturer la démolition par les forces d'occupation, certains propriétaires entreprennent de le faire eux-mêmes. "*La famille est tenue de payer les frais de démolition de sa maison, qui peuvent aller jusqu'à des dizaines de milliers de dollars. Pour éviter ces frais, les Palestiniens confrontés à la démolition de leur maison peuvent "choisir" de la démolir. On ne sait pas combien de Palestiniens ont "opté" pour cette solution.*" (4) Ces démolitions "faites main" ne sont pas incluses dans le chiffre cité, ce qui fait que le total réel est beaucoup plus élevé.

Réfléchissons un instant à l'absurdité de vivre sous la menace d'une autorité illégale qui oblige des familles à raser leur propre maison.

Des vies détruites

L'impact sur les familles dont les maisons ont été démolies et les effets, immédiats et à long terme, sont dévastateurs. Les enfants sont particulièrement vulnérables, comme les femmes enceintes et les personnes âgées. Des familles sont déplacées et séparées, des enfants sont sans abri, effrayés et perturbés pendant des années.

"Sur une série d'indicateurs de santé mentale, les résultats des enfants dont les maisons ont été démolies sont alarmants : retrait, plaintes somatiques, dépression/anxiété, difficultés sociales, taux plus élevés de pensées délirantes, obsessionnelles, compulsives et psychotiques, troubles de l'attention - même six mois après la démolition. Ils pleurent davantage, ont peur d'aller à l'école, pensent qu'on ne les aime pas ou que les autres sont méchants avec eux, ils ont un sentiment de culpabilité, sont nerveux et très tendus."

(5)

Les démolitions de maisons ajoutent au nombre de réfugiés palestiniens, qui constituent le groupe de réfugiés le plus important au monde. En 2007, l'estimation du nombre de réfugiés palestiniens dans le monde était de 7 millions, et 450.000 déplacés en interne en **Israël** et dans les territoires palestiniens occupés. (6)

Une propagande qui autorise la violence

En même temps que des maisons, des lieux de travail, des commerces et des [sources de revenus](#), sont détruits des puits, des citernes collectant l'eau de pluie et autres structures de base. Lorsque j'étais en **Cisjordanie** en 2009, j'ai été témoin de la démolition de nombreux étals de vente installés au bord des routes. J'en ai compté 8 complètement démolis ou sur le point d'être démolis par les Forces israéliennes de Défense, la force sécuritaire d'occupation de l'Amérique.

En 2011, la plupart des démolitions ont ciblé des structures de subsistance, ruinant les sources de revenu et les normes de vie de quelques 1.300 personnes. La raison donnée - les Palestiniens installent des magasins sans les autorisations officielles requises.

Les explications israéliennes justifiant les démolitions ne servent que la propagande qui cherche à justifier l'injuste, l'illégal, l'inhumain. L'absurdité des autorisations est un outrage au bon sens. Ce sont les autorités israéliennes qui accordent, ou refusent d'accorder les permis pour toute une série d'aspects de la vie quotidienne : le logement, l'importation des marchandises, les déplacements, le développement du commerce et des infrastructures, comme les canalisations d'eau, les lignes électriques, les communications, etc. Selon [Broken Homes](#), les forces israéliennes d'occupation affirment qu'elles ne détruisent que les maisons construites sans permis dans "13%" des cas, ou pour des raisons militaires, "41%". Quelle foutaise. C'est juste le discours de l'arnaqueur qui essaie de piéger l'honnête homme pour qu'il légitime les actions des forces d'occupation et qu'il valide son autorité illégitime.

Ce dédale bureaucratique fou, établi, maintenu et géré comme instrument de contrôle, s'ajoute à l'arsenal mis en place par **Israël** pour mettre les Palestiniens à genoux, physiquement et émotionnellement. "*Le régime militaire spolie les Palestiniens de leurs droits et nie leur capacité à avoir tout maîtrise réelle sur l'élaboration de la politique de l'espace terrestre dans lequel ils vivent et sur le respect de leurs droits.*" (7)

La structure juridique à deux niveaux installée par la force occupante est conçue et mise en œuvre pour maximiser la souffrance des Palestiniens, ne leur laissant pas d'autre choix que celui de vivre en dehors du système. Les [restrictions discriminatoires de logement](#) d'**Israël** ont pour conséquence un défaut de permis de construire pour la population palestinienne en **Cisjordanie** qui l'oblige à construire sans autorisation et à vivre sous la menace constante des expulsions et des démolitions.

Des conventions bafouées

Alors que les maisons et les structures palestiniennes essentielles sont détruites, les Israéliens qui vivent confortablement et en sécurité dans leurs colonies illégales sont autorisés à bafouer la loi. *Peace Now* a [documenté](#) "*une augmentation spectaculaire du nombre de nouvelles constructions illégales dans les colonies ; la construction se poursuit selon des projets qui n'ont jamais été approuvés par les forces israéliennes. Au moins 507 unités de logement non approuvées sont actuellement en construction dans 29 colonies,*" et elles ne sont sujettes à aucun ordre de démolition, même si elles ont été bâties sans les permis nécessaires "obligatoires" selon le droit israélien.

Les démolitions de maisons, [exercées exclusivement](#) contre les Palestiniens, ont déplacé des milliers de familles, tout en négligeant de faire respecter les réglementations d'urbanisme sur les colons israéliens. Les forces de l'occupation sont empêtrées dans des contradictions qui étranglent leurs actions dans un réseau de malhonnêteté et de tartuferie, justifiant leurs atrocités par une bureaucratie qui consolide la criminalité.

Israël n'a aucune légitimité, au regard du droit international, à construire et créer des ghettos de colons subventionnés, ni à détruire les structures de ceux qui construisent sans sa permission. Le but, c'est la domination totale des Palestiniens, avec toute la terre sous contrôle israélien. Comme l'avait [déclaré](#) Menachem Begin, "*Le retour de même un pouce de terre aux Arabes serait une trahison de la nation.*" Les démolitions de maisons, d'infrastructures et de lieux permettant la subsistance sont illégales selon le droit international. La politique systématique de démolition de maisons menée contre les habitants

palestiniens de **Jérusalem** contrevient à la 4ème Convention de Genève :

"Article 53. - Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives, sauf dans les cas où ces destructions seraient rendues absolument nécessaires par les opérations militaires."

En outre :

"Article 147. - Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la déportation ou le transfert illégaux, la détention illégale, le fait de contraindre une personne protégée à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de la priver de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention, la prise d'otages, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire."

Il faut transformer la théorie en action, la complaisance collective cède la place à l'indignation internationale. Il faut faire appliquer et respecter la loi.

Outre les articles ci-dessus, une série d'articles afférents de la [Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant](#) où nous trouvons :

"- Article 9.1 : Les Etats parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré ;

- Article 24.1 : Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible ;

- Article 27.1 : Les Etats parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

- Article 31 : Les Etats parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

- Article 38.1 : Les Etats parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants."

Tous sont pertinents quant à l'impact des démolitions de maison sur les enfants. Une pléthore de lois internationales encercle **Israël**. Ce qu'il faut, et de toute urgence, c'est les appliquer.

En silence, s'il vous plaît : le transfert ethnique

La politique de démolition est un outil de terreur dans une campagne planifiée, avec la claire intention de soumettre, de contrôler et d'intimider. Les démolitions de maisons sont liées à la stratégie globale d'expansion d'**Israël** et à la réalisation de ses [objectifs impérialistes](#).

"Le grand dessein de la doctrine expansionniste judéo-sioniste est de s'emparer de toutes les terres riches en pétrole, des rives de l'Euphrate à celles du Nil," ce qui comprend la construction ininterrompue de colonies de peuplement, la violence des colons et des Forces Israéliennes de Défense (IDF). **Israël** a continué de faire fi des accords pour un [moratoire sur la construction illégale](#) dans les colonies israéliennes, les expulsions de familles palestiniennes pour faire place aux colons continuent au même rythme et dans toute la partie orientale de **Jérusalem**, une pression non stop s'exerce dans le cadre d'un "transfert silencieux".

Le "transfert silencieux" est loin d'être calme et pacifique. C'est l'expulsion violente, forcée et le déplacement des familles palestiniennes de **Jérusalem** est. "Transfert silencieux" fait référence à la technique des forces de l'occupation qui consiste à priver les Palestiniens de toute maîtrise sur leurs vies

et à anéantir tous leurs espoirs en rendant leur vie quotidienne impossible, menant au "transfert" des citoyens de **Jérusalem Est** en **Cisjordanie**. Le rythme croissant [de l'expansion coloniale](#) et des démolitions de maisons poussent les Palestiniens à bout, détruit leurs moyens d'existence et les perspectives d'une paix juste et durable.

Juste après Noël 2011, "le maire de **Jérusalem** Nir Barkat a annoncé des plans pour dépouiller de leurs cartes d'identité [70.000 résidents palestiniens](#) de **Jérusalem**, et de les transférer à l'administration civile de **Cisjordanie**. Bien que ce ne soit pas un transfert physique, ce dépouillement des papiers d'identité marquera la plus grande spoliation de masse de droits de citoyenneté depuis 1967." Le processus de nettoyage ethnique se poursuit rapidement à **Jérusalem**. C'est illégal, il faut faire appliquer et respecter la loi.

L'intimidation, les contrôles injustes sur la construction des maisons, le vol et le rationnement de l'eau et la remise de notifications de démolition constituent une méthodologie de souffrance qui sous-tend la politique de "transfert silencieux" à **Jérusalem Est**. Finir par épuiser la population, jusqu'à ce que tôt ou tard elle abandonne, tout simplement. "Une fois qu'ils partent, ils résilient leurs droits aux cartes d'identité de **Jérusalem**, détruisant tout espoir d'emploi en "**Israël**" - les maintenant de fait encagés dans la pauvreté de la **Cisjordanie** à jamais." (8)

Les maisons, l'infrastructure et les commerces sont démolis à l'intérieur de **Jérusalem Est** et dans la Zone C de la **Cisjordanie**, "C" pour "cleansing" - nettoyage ethnique. Le rythme et la méthode des démolitions de maisons montrent que c'est plus une politique de [nettoyage ethnique progressif](#) qu'autre chose, avec un objectif politique et stratégique clair.

Tout ce que fait **Israël** dans les territoires palestiniens occupés fait partie intégrante d'un plan global, une projection de domination totale. Les démolitions ne font pas exception à cette règle. Angela Goldstein, de l'ICAHAD ([Israëli Committee Against House Demolitions](#)) a [déclaré](#) :

*"Chaque démolition est un microcosme de l'occupation : la raison pour laquelle ils démolissent une maison particulière dans un endroit particulier révèle comment fonctionne l'ensemble de l'occupation, et comment le processus de démolitions de maisons contribue à l'occupation dans son ensemble. Nous voulons démasquer la manière dont **Israël** ramène l'occupation à un conflit de sécurité. La politique de démolition de maisons montre exactement le contraire. Dans plus de 90% des cas, les familles dont la maison a été détruite n'avaient aucun antécédent sécuritaire. Les démolitions de maison vont main dans la main avec l'expropriation des terres pour l'expansion des colonies."*

La construction de colonies de peuplement est illégale en vertu du droit international. Il faut faire appliquer et respecter la loi.

Les partenaires américains du crime

Israël méprise le droit international, avec le soutien et l'implication de leur allié en chef criminel et partenaire dans le crime, les Etats-Unis. Chaque fois qu'un bulldozer Caterpillar, tout droit sorti de l'entrepôt US de la souffrance, percute une maison palestinienne, **Israël** perpète un nouveau acte illégal et la multinationale US est complice d'un crime, provoquant encore plus d'angoisse et de détresse.

*"Caterpillar a une longue histoire de complicité dans les violations généralisées des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Caterpillar fournit régulièrement **Israël** en équipement spécialement conçu pour un usage militaire, sachant qu'il est utilisé pour démolir des maisons palestiniennes, pour tuer et blesser des civils palestiniens et internationaux, pour détruire les oliviers et les terres arables, et pour faciliter l'expropriation du territoire palestinien par la construction de colonies de peuplement réservées aux juifs et du mur d'**apartheid** d'**Israël**." (9)*

Les Etats-Unis sont les fournisseurs de tout ce qui détruit et contamine dans les territoires palestiniens occupés, depuis les bombes au phosphore blanc brûlant les enfants de **Gaza** aux bulldozers Caterpillar

qui démolissent leurs maisons. Les Etats-Unis donnent à **Israël** au moins 8,2 millions de dollars/jour en aide militaire seule. Le rapport d'Amnesty International, *Fuelling Conflict*, [déclare](#) : "le transfert d'armes à un violeur régulier des droits de l'homme est illégal en vertu du droit international." La fourniture d'armes répétée à **Israël** par les Etats-Unis maintient et soutient l'occupation. Fournir ces armes n'est pas seulement illégal en vertu du droit international, mais en vertu du droit des US(a). Il faut faire appliquer et respecter la loi, nationale et internationale, aux Etats-Unis et dans les territoires palestiniens occupés.

Ceux qui siègent confortablement, bouffis de suffisance, à la Maison Blanche, savent parfaitement ce que les entreprises US soutiennent, où les armes US sont déployées et ce que le silence des administrations US fait perdurer. Par leur soutien, les US(a) tolèrent la démolition constante et continue des maisons et la destruction d'innombrables vies. Et par quelques mots de condamnation proférés par une administration Obama qui fait semblant de se préoccuper de justice et de primauté du droit, la secrétaire d'Etat Hilary Rodham Clinton, "décrit les démolitions comme 'inutiles', notant qu'elles violent les obligations d'**Israël** en vertu de la 'feuille de route' US pour la paix."

La "feuille de route US pour la paix" est un chemin de décombres éclaboussé de sang conduisant directement et rapidement nulle part, entre les mains d'un médiateur dont le projet n'est pas la paix. Comme le souligne [Noam Chomsky](#), "Les Etats-Unis ont bloqué la perspective de deux-Etats soutenue virtuellement par le monde entier depuis la moitié des années 1970," pour une hégémonie et une domination prolongées, dans tout le Moyen-Orient et le monde.

Toute "feuille de route" pour la paix pourrait être rapidement pilotée et parcourue si les Etats-Unis retirent le soutien manifeste qu'ils garantissent à **Israël**, les outils diplomatiques, économiques et militaires qui alimentent l'occupation illégale et provoquent des souffrances indicibles au peuple palestinien.

Les jours sont comptés pour tant de tyrannie et d'injustice. Un mouvement croissant de solidarité et de coopération se renforce tous les jours dans le monde entier. Mettre un coup de projecteur dans les recoins les plus sombres, et il n'en existe pas beaucoup de plus sombres qu'**Israël**, soutenir tous ceux qui demandent justice, liberté et unité. Tout ce qui partout pervertit et salit la vie d'hommes, de femmes et d'enfants doit être dénoncé. Bonté sera devoir, justice sera rendue. Faire appliquer et respecter la loi est le cri de ralliement.

(1) IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), [Occupied Palestinian Territory: No end to internal displacement](#), 5.07.2011.

(2) UNRWA, [Demolition Watch](#).

(3) Human Rights Watch, [World Report 2012 – Israël/Occupied Palestinian Territories](#).

(4) If Americans Knew, [Homes Demolished in Israël and Palestine](#).

(5) Save The Children (UK), [Broken Homes: Addressing the Impact of house demolitions on Palestinian children and families](#).

(6) Ibid.

(7) B'Tselem, Settlements & land, [Land Expropriation and Settlements](#).

(8) Seth Freedman, [Force Israël's hand on Palestinian home demolitions](#), *The Guardian*, 15.07.2010.

(9) [Rachel Corrie Foundation for Peace and Justice](#).

* Toutes les photos (et beaucoup d'autres) qui illustrent cet article sont visibles sur le blog d'Anne Paq, [Chroniques de Palestine](#).

Source : [Dissident Voice](#) -

Traduction : MR pour [ISM](#)

Graham Peebles

Samedi 10 Mars

graham@thecreatetrust.org

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Qu'est-ce que le sionisme en bref ?

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Sionisme VS Judaïsme

Lundi 5 mars 2012

Beaucoup de gens qui se prétendent « antisionistes » sont incapables de vous dire « *Qu'est-ce que le sionisme ? D'où vient cette philosophie ?* », et à cause de cela naissent des amalgames malheureux qui ne servent personne, si ce n'est les sionistes eux-mêmes, car les sionistes peuvent jouer sur ces amalgames afin de nourrir une haine inutile et éviter de se faire démasquer.

Comment peut-on se prétendre « antisioniste » sans même savoir contre quoi on s'oppose ? Comment peut-on se prétendre « antisioniste » sans même connaître l'histoire du mouvement contre lequel on dit s'opposer ?

La **Torah** nous enseigne que D.ieu donna la Terre Sainte au peuple juif à la condition que ceux-ci obéissent, respectent et mettent en pratique les lois et commandements contenus dans la **Torah**, car sinon, la Terre Sainte leur serait enlevée et ils seraient envoyés en exil. Malheureusement, le peuple juif n'a pas obéi aux commandements de la **Torah** et multiplia péchés sur péchés. À cause de cela, comme D.ieu nous l'avait averti, les juifs furent chassés de la Terre Sainte par décret Divin (après la Révolte Judéenne de l'an 135 de l'E.C.) et envoyés en exil, condamnés à vivre dans toutes les nations du monde sous domination des non-juifs jusqu'à la venue du Messie. Le peuple juif accepta pendant des siècles ce décret de l'exil, jusqu'au 19ème siècle.

Le sionisme est un mouvement fondé par un hérétique mécréant appelé **Théodore Herzl** ו"שׂר, en 1896, dont le but est de promouvoir le retour des juifs vers la Terre Sainte, ou « Sion », un nom employé dans la Bible pour désigner la ville de Jérusalem en particulier, et la Terre Sainte en général. Le nom de « Sionisme » vient de la colline de Sion, la colline sur laquelle était située le Temple de Jérusalem. Ceux qui soutiennent cette idéologie de retour des juifs vers la Terre Sainte en dépit du décret de l'exil sont appelés « sionistes. »

Aujourd'hui, il y a beaucoup de confusion concernant la signification du terme « sionisme. » ce mot signifie à présent différentes choses en fonction des personnes interrogées.

La raison à cette confusion est qu'historiquement parlant, le sionisme fut un mouvement créé et dominé par des « juifs » sécularistes et athées. Herzl ו"שׂר et l'écrasante majorité de ses associés étaient des « juifs » assimilés, qui ne croyaient ni en D.ieu ni en la pratique de la **Torah**. Certains sionistes étaient de virulents opposants de la religion et considéraient la **Torah** comme quelque chose de dépassé et de superstitieux qui n'avait plus sa place dans leur monde moderne, ni dans l'État Sioniste qu'ils souhaitaient créer. Cette idéologie n'avait donc **RIEN A VOIR** avec la religion juive, bien au contraire, le sionisme était une philosophie anti-religieuse.

Mais l'essence du sionisme n'était pas entièrement laïque et séculière. Certaines personnes religieuses commencèrent à se dire que le retour des juifs vers la Terre Sainte était l'accomplissement de prophétie et une étape qui initierait la Rédemption et rapprocherait la venue du Messie. Des juifs religieux commencèrent alors à soutenir le mouvement sioniste, tout en s'opposant à son aspect irrégulier ! C'est cela qui a donné au sionisme une nouvelle définition et fait croire aux gens que « sionisme » et « judaïsme » sont liés. Certains juifs emploient aujourd'hui le mot « sionisme » comme synonyme du sécularisme Israélien, et supportent donc l'État Sioniste tout en prétendant être antisionistes. La seule chose contre laquelle ces gens s'opposent, c'est le fait que l'État Sioniste ne soit pas assez religieux à leur goût. Ces gens espèrent qu'un jour l'État Sioniste sera dominé par les partis religieux et que seule la loi de la **Torah** (telle que eux l'interprètent) sera la seule loi valable dans le pays. Ces gens sont ceux qu'on appelle « sionistes religieux », et entrent dans cette appellation des gens tels que les **colons de Cisjordanie**, les **Kahanistes**, les **Loubavitch** ou encore l'**Agoudah**. Ils croient que le seul problème avec l'existence de l'État Sioniste soit qu'il ne soit pas assez religieux, et que le rendre religieux le rendra « **Casher**. »

Mais que le sionisme soit laïc, séculier ou religieux, le sionisme est une idéologie à laquelle s'oppose la *Torah*. Les juifs, selon la *Torah*, n'ont pas le droit de se rebeller contre les nations, de s'émanciper de l'exil par leurs propres moyens, d'immigrer en masse vers la Terre Sainte (Palestine) et fonder un État Juif en Terre Sainte. En utilisant des textes de la Tradition Juive (*Torah, Talmud, Midrash, les Meforshim*, etc.), nous démontrons ici, sur ce blog, que l'idéologie sioniste va à l'encontre des enseignements de la *Torah*, et que c'est une idéologie à laquelle se sont opposés les Rabbins de toutes les générations.

Il y a eu des centaines et des centaines de Rabbins qui, durant le siècle dernier, se sont levés et ont dénoncé le sionisme et le mouvement sioniste. Mais à cause de l'ambiguïté du terme « sionisme » et des nombreux préjugés qui se sont profondément développés et enracinés dans les esprits des gens (comme par exemple « *Tout juif est forcément un sioniste* »), ces messages des rabbins et du Judaïsme authentiques ont du mal à être entendus par le grand public. Et les sionistes profitent de cette confusion et de ces préjugés pour servir leur cause.

Sur ce blog, nous nous sommes fixés pour objectif de mettre fin à cette confusion en citant et ne traduisant toutes ces déclarations faites par nos Rabbins des générations passées qui exposent clairement le concept de « sionisme. » Comme le verront les lecteurs, ces citations à elles seules sont des preuves suffisantes pour montrer très clairement que la quasi totalité des grands sages et Rabbins du peuple juif s'opposaient au sionisme et à la création d'un état juif.

Vous pouvez également lire les deux articles suivants pour en savoir davantage :

[Différences entre Judaïsme et Sionisme](#)

[Différences entre Judaïsme et Sionisme \(Deuxième Partie\)](#)

Publié le 5 mars 2012 avec l'aimable autorisation de Sionisme VS Judaïsme

Source : Sionisme VS Judaïsme

<http://sionismevsjudaisme.over-blog.com/...>

3-2 [Samidoun](#) Le monde doit entendre l'appel de Khader Adnan : faisons du 17 avril 2012 , la " Journée des prisonniers politiques palestiniens", une journée d'action internationale .

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Edité par [Fausto Giudice](#) [فوستو جيوديشي](#) Traduit par [Najib Aloui](#) [نجيب علوي](#)

« J'atteste par la présente que je résiste aux occupants non pas pour moi-même en tant qu'individu mais pour les milliers de prisonniers qui sont privés des droits humains les plus élémentaires alors que le monde et la communauté internationale restent passifs », a écrit Cheikh Khader Aadan du lit où les soldats israéliens l'ont enchaîné, à l'hôpital de la prison de Ramleh le 11 février.

« Il est temps que la communauté internationale et les Nations Unies soutiennent les prisonniers et forcent l'Etat d'Israël à respecter les droits humains reconnus internationalement et à cesser de traiter les prisonniers comme s'ils n'étaient pas des humains. » (Ma'an News Agency, "Hunger-striking prisoner not backing down," 11 février 2012)

Alors que nous marquons le 65ème jour de la grève de la faim de Cheikh Khader Adnan dont la lutte a inspiré des millions de gens et insufflé une énergie renouvelée au mouvement national palestinien et aux mouvements de solidarité avec celui-ci, nous devons pleinement saisir et assumer le sens de son appel et préparer une stratégie internationale puissante pour soutenir la lutte des prisonniers palestiniens pour la liberté , la justice et l'égalité.

Khader Aadan lutte pour des droits qui doivent être garantis pour tous les prisonniers, y compris les droits à une procédure régulière, à un traitement correct et équitable, excluant la torture et autres mauvais traitements.

Les prisonniers palestiniens originaires de Cisjordanie doivent faire face à un système judiciaire qui est totalement distinct de celui qui est réservé aux Israéliens juifs, colons

inclus. Ce système judiciaire militaire appliqué aux seuls Palestiniens pratique la détention arbitraire sans accusation dûment formulée, l'acceptation de la torture, l'absence presque totale de procédure régulière, des chefs d'inculpation flous contre les prisonniers, des normes très permissives pour l'établissement de preuves, dont le recours aux preuves secrètes et des condamnations très disparates, plus dures que celles prononcées dans le système judiciaire civil. L'apartheid est au cœur du système pénal israélien. Les Palestiniens citoyens israéliens accusés de délits politiques sont considérés comme « prisonniers menaçant la sécurité » et reçoivent un traitement différent de celui qui est réservé aux citoyens juifs. Les Palestiniens sont soumis à des procès inéquitables qui incluent l'utilisation d'éléments à charge tenus secrets et/ou arrachés sous la torture ainsi que le recours à des ordonnances-bâillon imposant le silence (gag orders). (Se reporter pour plus de détails à cette [analyse par Addameer](#)).

Au 4 janvier 2012, 4417 prisonniers politiques palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes, dont 170 enfants et 6 femmes. De la même façon que Khader, 310 prisonniers sont détenus sans procès ni accusation sous le régime de la détention administrative avec parmi eux 20 parlementaires élus. Pour marquer notre solidarité avec ces prisonniers et pour donner plus d'ampleur à la lutte de Khader, nous sommes engagés dans une lutte déterminée contre leur emprisonnement et contre toutes les détentions qui ne sont pas accompagnées de procès équitable.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques palestiniens détenus par Israël, car ils sont victimes d'un système judiciaire illégal et injuste qui découle du système de discrimination raciale mis en place par Israël. En particulier, nous exigeons la fin des pratiques suivantes :

- La détention administrative,
- La torture et les mauvais traitements,
- la détention en isolement,
- L'usage, dans les territoires occupés palestiniens, de tribunaux militaires qui jugent illégalement des civils.
- L'usage des « éléments de preuves à caractère secret » qui est une atteinte flagrante au droit à une procédure judiciaire régulière et équitable.
- Les arrestations opérées au sein de catégories vulnérables de la population incluant les enfants, les handicapés, les personnes âgées et les malades.

Pour la Journée des prisonniers palestiniens, mardi 17 avril, nous demandons à toutes les personnes solidaires du mouvement des prisonniers palestiniens de porter haut l'esprit de résistance de Khader Adnan face à ses geôliers, qui sont maintenant sur le point de commettre un assassinat.

- Organisez une protestation devant la représentation officielle d'Israël de votre lieu de résidence, soit ambassade, consulat ou mission.
- Ecrivez des lettres pour protester contre la violation des droits des prisonniers palestiniens et demandez l'intervention du Comité International de la Croix Rouge, du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki Moon, de votre gouvernement et de vos représentants parlementaires.
- Organisez des piquets de grève contre G4S, Motorola, le groupe Volvo et l'Association Médicale Israélienne, qui fournissent tous des prestations de services aux prisons israéliennes, ainsi que contre toutes les cibles du mouvement palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), un mouvement qui lutte contre la politique israélienne d'occupation, de colonisation et d'apartheid que les institutions répressives et judiciaires d'Israël maintiennent.
- Ecrivez aux prisonniers palestiniens pour leur exprimer votre solidarité.

Nous ne devons pas permettre que la lutte de Khader tombe dans l'oubli comme cela a été le cas pour celles de beaucoup d'autres avant lui, que sa vaillance et son héroïsme soient

écrasés, effacés et rendus insignifiants par la force matérielle brutale du régime d'apartheid israélien. Nous devons nous organiser et agir afin que ce moment historique marque le début d'un mouvement mondial pour les prisonniers palestiniens, leurs droits, leurs familles, leur lutte, mouvement doté d'une vigueur renouvelée et plus puissante. Ensemble nous pouvons y parvenir.

Khader vit.

[► Signez maintenant !](#)

Premiers signataires :

[Addameer Prisoner Support and Human Rights Association](#)

[Defence for Children International – Palestine Section](#)

[UFree Network](#)

[Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network](#)

[Free Ameer Makhoul Campaign](#)

[Campaign to Free Ahmad Sa'adat](#)

[Friends of Detainees and Prisoners Association, Nazareth](#)

[One Democratic State Group-Palestine](#)

[Al-Awda New York, the Palestine Right to Return Coalition](#)

[Arab Organization for Human Rights](#)

[BDS Belgium et Bienvenue en Palestine \(Bruxelles\)](#)

[Camden Abu Dis Friendship Association](#)

[Canada Palestine Association](#)

[CAPPJPO-EuroPalestine](#)

[Coalition for a Free Palestine – South Africa](#)

[Comité de lutte contre la barbarie et 'arbitraire](#)

[ÉGALITÉ / Bruxelles / Belgique](#)

[Existence is Resistance](#)

[Frantz Fanon Foundation, France](#)

[Freedom Road Socialist Organization](#)

[French Jewish Union for Peace](#)

[Intal](#)

[International Solidarity Movement – France](#)

[Ireland Palestine Solidarity Campaign](#)

[Jews for Justice for Palestinians](#)

[Labor for Palestine](#)

[Lawyers for Palestinian Human Rights](#)

[Leeds Palestinian Solidarity Campaign](#)

[National Lawyers Guild International Committee/Free Palestine Subcommittee](#)

[Nederlands Instituut Palestin-Israel \(NIPI\)](#)

[Netherlands Palestine Committee](#)

[New York City Labor Against the War](#)

[“Palestina nel cuore” Committee](#)

[Palestine Solidarity Alliance–South Africa](#)

[Palestine Solidarity Campaign \(UK\)](#)

[Palestinian Youth Movement-USA](#)

[PennBDS](#)

[Prisoners' Family & Friends Association \(PFFA\)](#)

[Scottish Palestine Solidarity Campaign](#)

[Siegebusters](#)

[Solidarity for Palestinian Human Rights – UBC](#)

[Soutien Palestine](#)

[Students for Justice in Palestine National](#)

[Tower Hamlets Jenin Friendship Association](#)

[United 4 Palestine](#)

[US Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel](#)

[US Palestinian Community Network](#)

[Vermonters for a Just Peace](#)

[Women in Black San Luis Obispo](#)

[Yousef Alsedeeq Institute for Prisoners' Protection](#)

Individus

Richard A. Falk – Distinguished Visiting Professor, University of California, Santa Barbara,
UN Special Rapporteur on Palestinian human rights*

Barbara Hogan — South African, former Political prisoner under apartheid

Ahmed Kathrada – South African, former political prisoner who spent 27 years in prison
under apartheid

Siphiewe Thusi–Soweto anti-apartheid activist and ex-prisoner

Portraits de Khader Adnan par Carlos Latuff

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://samidoun.ca/palestinian-prisoners-day/palestinian-prisoners-day-arabic/>

Date de parution de l'article original: 24/02/2012

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6904>

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6904>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19